

L'INFOLETTRE TRIMESTRIELLE DU RÉSEAU COOPÉRATIF

-AVRIL 2019-

Le Réseau coopératif Europe-Écologie-Les-Verts est l'un des deux collèges du **Mouvement EELV.** Il se distingue du collège Parti politique par sa structure horizontale.

Rédigée par des membres du **Comité national d'animation du Réseau coopératif (CNARC)**, cette **infolettre** a pour objectif de présenter la diversité des actions et engagements des **Coopérateurs et Coopératrices du Mouvement EELV**.

Nos Infolettres font apparaître **les points de vue différents** qui coexistent au sein du **Réseau coopératif**. De manière toute aussi importante, elles sont destinées à faire connaître les actions militantes écologistes que nous portons ou soutenons.

Bonne lecture!

Le Comité de rédaction

SOMMAIRE

- ➤ Venez participer à la réinvention du réseau coopératif EELV
- > Renouveler son adhésion au Réseau coopératif!
- ➤ Pour une révolution de l'écologie politique ! Texte n°1 : Pourquoi un grand mouvement écologiste aujourd'hui ?
- Les « intentions » de la coopérative écologiste.
- ➤ Le consumérisme des classes moyennes : vols *low cost* et « luxe de masse »

> Venez participer à la réinvention du réseau coopératif EELV

Le secrétaire national du Parti politique EELV, David Cormand, a annoncé, devant le Conseil fédéral de son parti le 16 mars, une profonde transformation de ses structures et de son fonctionnement après la fin de la campagne électorale des Européennes. En parallèle, le Réseau coopératif a travaillé sur ses évolutions possibles lors de sa rencontre annuelle à Paris fin janvier. Quatre scénarios pour notre avenir ont émergé. Si vous voulez participer à la construction de l'avenir de notre coopérative politique, il vous suffit d'intégrer le Comité national d'animation du Réseau coopératif (CNARC), en envoyant un mail sur la liste : nat-coop-comite-animation@listes.eelv.fr

Nous vous contacterons alors rapidement pour confirmer votre abonnement à cette liste, vous permettant de participer à cet exercice d'intelligence collective.

Pour celles et ceux qui n'ont pas encore cotisé pour l'année 2019, faites-le dans la foulée, car cette proposition est destinée aux seul.e.s coopératrices et coopérateurs de l'année 2019.

Denis Guenneau, Coopérateur EELV, Île-de-France

Renouveler son adhésion au Réseau coopératif!

Pour cela, rien de plus simple ! Il suffit de télécharger le formulaire :

https://soutenir.eelv.fr/formulaire-papier/ et de l'envoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre de **AF-EELV**, au secrétariat de votre région : http://eelv.fr/contact-en-region.

Il est également possible de régler son adhésion (ou son don) en ligne, en se rendant sur la page :

https://soutenir.eelv.fr/cooperer/.

Si vous êtes imposable, les 2/3 de votre don seront déductibles de vos impôts sur le revenu de 2019.



Le Comité d'animation du Réseau coopératif

> Pour une révolution de l'écologie politique !

Texte n°1: Pourquoi un grand mouvement écologiste aujourd'hui?

L'écologie politique doit aujourd'hui répondre à cinq enjeux :

- 1) L'urgence climatique, sociale et démocratique, exprimée sur les ronds-points et dans les rues.
- 2) La nécessité d'éclaircir la relation de l'écologie à la question sociale : la fragmentation sociologique entre Gilets jaunes et Marcheurs pour le climat, ainsi que les

soutiens différenciés des partis de gauche à ces deux types de mobilisation, montrent que la fameuse « conciliation » entre écologie et social n'est pas réalisée. Et la nécessité d'éclaircir la relation de l'écologie à l'économie : quelle transformation du modèle ? comment la décarboner rapidement ?

- **3)** Le besoin d'une forte régulation publique, fournissant le cadre législatif, les instruments territoriaux et les financements de la transition écologique, réorientant les investissements bancaires, assurant une contre-offensive face aux lobbies productivistes. Le Pacte Finance-Climat, proposé à l'échelle européenne, constitue une bonne illustration d'une telle régulation.
- 4) L'attente citoyenne d'une autre façon de faire de la politique. Loin du clanisme des partis, de leur entre-soi, des jeux d'étiquettes, des logiques compétitives, des luttes pour les places, tous facteurs de divisions. La constitution des listes de candidats de la gauche social-écologiste pour les Européennes vient d'illustrer assez tristement la réalité de la ringardise des partis.
- 5) La double nécessité d'un changement des comportements individuels en faveur d'une autolimitation de la consommation (alimentation, habitat, mobilité) ainsi que d'une articulation et d'une diffusion de l'ensemble des initiatives écologistes locales pour qu'elles « fassent système ».

Force est de constater que la « Réinvention d'EELV », telle qu'envisagée jusqu'ici dans un premier texte et un questionnaire, n'est pas à la hauteur de ces enjeux. Il ne s'agit pas simplement de sortir du bourbier institutionnel, de revoir les modes d'organisation et de toiletter les statuts, mais d'opérer une **révolution de l'écologie politique** dans ses finalités, son espace et ses priorités. De construire un nouvel imaginaire. Il s'agit d'ouvrir EELV à un grand rassemblement de la mouvance écologiste autour de quelques valeurs et d'un socle commun, resserré, de propositions.

Nous nous intéressons dans ce texte aux finalités (pourquoi un mouvement écologiste?). Dans un second texte, en mai prochain, nous traiterons la question du « quoi » (Quelle écologie et dans quel espace?). Nous répondrons alors à cette question en fondant notre démonstration sur trois défis qui doivent, à notre sens, guider toute action social-écologiste : la vulnérabilité, la rareté et l'injustice.

Pourquoi (pour quoi?) un grand mouvement écologiste aujourd'hui? Les cinq enjeux définis ci-dessus modifient en profondeur la raison d'être principale de l'écologie politique et définissent son horizon temporel. Ce n'est pas celui des municipales, même si celles-ci devraient traduire une percée des listes citoyennes. L'horizon est celui des présidentielles de 2022 avec un objectif unique : le basculement des majorités en faveur d'une présidence et d'un gouvernement résolument écologistes.

Il s'agit de fabriquer un corps social écologiste, de faire masse dans la société, de construire une puissance collective qui s'imposera d'elle-même en 2022. Le mouvement de l'écologie politique a su lancer les alertes et montrer que sa cause était noble, mais pour construire une telle puissance, il doit rendre cette cause socialement acceptable, voire désirable à tous. Pour

que les citoyens passent de l'adhésion au diagnostic à la confiance dans les solutions proposées.

Longtemps, les partis ont été conçus comme des machines à sélectionner les candidats à l'exercice du pouvoir, à financer leurs campagnes et à professionnaliser les élus. S'y ajoutait pour le parti, au sein du mouvement EELV, la décision systématique de jouer les supplétifs des partis de gouvernement. Le rôle des élus écologistes dans les territoires reste certes essentiel et ils seront bientôt bien plus nombreux dans les communes et les villes. Mais on ne peut plus se contenter de ces tâches traditionnelles, et un grand mouvement écologiste doit désormais animer la vie politique (on conviendra que EELV n'a pas brillé de ce côté-là).

Animer la vie politique se déclinerait en cinq missions :

- (1) Dialoguer en permanence avec l'ensemble des mouvements protestataires, climatiques et sociaux, pour qu'ils adhèrent à une vision collective et se positionnent dans le champ politique de l'élection présidentielle. Porter ses analyses et ses solutions au débat.
- (2) Convaincre (conscientiser?) les sans-voix et les classes populaires qui considèrent l'écologie comme un luxe de nantis. C'est tout le sens d'une écologie populaire. Mais, loin d'ostraciser une soi-disant résistance des classes populaires à l'écologie (« La fin du mois avant celle de la Planète »), il faut aussi convaincre l'élite dite « cinétique », la plus émettrice de gaz à effet de serre par son recours immodéré à l'avion et son mode de consommation gaspilleur de ressources.
- (3) Former: Se mettre au service des citoyens en les formant aux idées autant qu'aux pratiques de l'écologie, pour qu'ils opèrent progressivement un changement de comportement en faveur de l'autolimitation. C'est une révolution mentale généralisée qui est en jeu, et la force et la cohérence de la pensée de l'écologie politique peuvent y contribuer. Il faudra, pour ce faire, développer un grand récit, celui d'une société de post-croissance et des biens communs.
- (4) Diffuser un référentiel de l'ensemble des initiatives locales en faveur de l'écologie, des expériences des Zones à défendre (ZAD), des actions associatives à l'échelle nationale et européenne (ex : Alternatiba). Pour que toutes ces initiatives s'articulent les unes aux autres et fassent progressivement système dans la société.
- (5) Mobiliser pour les élections de 2022. Une fois réalisée l'hybridation entre grand mouvement politique et société civile impliquée dans l'écologie, l'objectif ne sera plus de recruter des adhérents mais d'entraîner, de mobiliser chacun pour passer des banderoles ostentatoires et du « like » au vote décisif en 2022.

La tâche est considérable et se heurtera à deux obstacles principaux :

• les « vilaines habitudes » des partis qui devront rompre avec leur logique compétitive et leurs stratégies de lutte pour les places. L'inévitable confrontation de leurs scores respectifs aux élections européennes ne favorisera sans doute pas le grand rassemblement espéré. Le Réseau coopératif EELV, comme toutes les coopératives politiques, pourra cependant largement y contribuer, la plupart de ces missions correspondant bien à son identité et à ses objectifs.

• une société de l'individu et de l'immédiateté, dont les diverses mobilisations (Gilets jaunes, grèves des écoles, marches climatiques, etc.) sont très différenciées dans leur profil social et générationnel. Mais ces mouvements devraient pouvoir converger autour de leur désignation commune d'un État-coupable et d'une véritable social-écologie.

C'est notre salut à tous qui est en jeu. Les citoyens doivent être convaincus que l'impératif écologique, climatique et social est aujourd'hui universel.

Patrick Salez Coopérateur EELV Poitou-Charentes

> Les « intentions » de la coopérative écologiste.

Ce qui définit le Réseau coopératif EELV est sa volonté de faire de la politique en dehors des partis.

Faire de la politique, c'est se préoccuper du sociétal.

Faire de la politique, c'est vouloir participer à la réflexion, à l'organisation de l'action de l'État; c'est se préoccuper du sociétal, c'est-à-dire de tout ce qui concerne le fonctionnement et la gestion de la société.

Chaque société s'appuie sur une éthique qui lui est propre.

Chaque société s'appuie sur une éthique qui lui est propre et qui définit ses interventions :

- dans le rapport entre les humains, c'est le domaine du « bien-vivre »,
- entre les humains et la société, c'est le domaine social,
- entre les humains et la nature, c'est le domaine de l'environnement.
- qui prennent aussi en compte le bien-vivre des générations futures,
- et même aussi ce que nous devenons après la mort.

L'éthique et la morale qui en découle différencie les sociétés.

Le rapport entre humains peut être vu de manière complètement égalitaire ou par caste, avec des esclaves ou incluant une population d'individus non émancipés. Elle peut prôner le vivre seul ou le vivre ensemble. L'humain dans son rapport à la société peut être conduit par une attitude hétéronome ou autonome. La nature peut être au service des humains, au service de la société ou constituer une entité à part entière de celle-ci. De même pour les générations futures.

La morale va définir les actions de l'État dans les domaines qui lui sont attribués.

Ces domaines sont ceux qu'il ne peut pas déléguer à des sociétés privées. En France, cela concerne la sécurité intérieure et extérieure, la justice, et l'économie⁽¹⁾. D'autres visions politiques peuvent conduire à gérer différemment ces devoirs et fonctions de l'État.

Mais il n'est pas souhaitable que ces domaines prédominent et deviennent une vision politique, puisqu'ils ne portent pas en eux-mêmes une éthique et une morale. Pourtant, aujourd'hui, dans les domaines de l'économie et de la sécurité, nous en sommes là et le pragmatisme que l'on applique pour justifier

une action politique erre sans garde-fou d'une morale à une autre. Il y a danger.

L'économie, qui est une discipline académique, est devenue aussi une vision politique, où le seul objectif est de faire fonctionner l'État sans état d'âme, sans éthique et sans morale définie.

L'éthique des écologistes est simple : ils reconnaissent qu'il n'y a pas de différence de valeur entre humains et qu'ils sont interdépendants avec la nature et les générations futures.

La morale qui construit leur vision politique en découle.

Pour vivre et promouvoir cette vision politique, un écologiste, puisque tout le monde est écologiste aujourd'hui, doit pouvoir agir au sein de la société comme un citoyen engagé sans être classé comme un terroriste ou un dangereux hors-la-loi.

L'écologiste dans son rapport à la société se doit d'exister en tant qu'individu, prendre sa vie en main.

Une société est à l'image des individus qui la composent. Déléguer toute son identité au collectif, c'est s'abandonner et c'est surtout mettre de côté la complexité pour l'uniformisation, alors que notre équilibre « naturel » est complexe.

Les écologistes ont depuis longtemps l'intuition que « l'autonomie » apporte à l'humain l'essentiel et qu'il permet de mieux appréhender la complexité.

Il faut comprendre cette autonomie comme un facteur de résilience, mais aussi une manière de prendre sa vie en main et d'être riche pour les autres. L'individu « autonome » est conscient de ses interdépendances.

Je l'ai nommé individu/collectif. Cynthia Fleury parle d'un processus d'individuation pour marquer une différence avec l'individualiste qui croit ne pas avoir besoin des autres.

Un écologiste préoccupé par les autres et leurs rapports au collectif a, comme tous citoyens, accès à un dispositif constitutionnel et à un contexte informel.

Deux systèmes fondent notre démocratie :

- Les partis en général, lesquels obtiennent, de par l'interprétation sans écart et peut être sans imagination de notre constitution, l'attribution sans partage de l'action politique institutionnelle. Elle se pratique dans un contexte obligatoire de compétition et de personnalisation et oblitère toute velléité d'existence d'une action politique citoyenne en dehors des actions de vote.
- Les associations et coopératives politiques nombreuses et multiples (Alternatiba, Anvcop21, les Faucheurs volontaires, tous les mouvements pour le climat, Utopia, l'Université du Nous, Greenpeace, Notre affaire à tous, le Réseau coopératif EELV, etc.) portent en eux la sortie des logiques de compétition en politique. La coopération, c'est leur ADN.

De par la répartition des rôles constitutionnels, ils se situent dans le champ non institutionnel et doivent toujours être prêts, pour agir, à se cantonner au champ social et environnementaliste ou à l'initiative judiciaire et hasardeuse, ou au rapport de force des manifestations et pétitions, et même à la désobéissance civile ... ou plus si affinité. Actuellement, les institutions politiques « d'État » ne reconnaissent pas les injonctions politiques issues de l'individu citoyen. La

problématique du climat en est l'image, car le citoyen pour agir, pour réagir, ne dispose pas de supports institutionnels dédiés.

Dans cette démocratie, l'électeur a son institution mais pas l'individu citoyen

Le choix de nos sociétés d'être gouvernées prioritairement par l'économie, faisant office de vision politique élevée au rang d'éthique et de morale, est de plus en plus difficile à supporter. Économie politique qui a colonisé nos esprits et nos représentants depuis des décennies. Économie politique qui est devenue l'alpha et l'oméga de tous raisonnements concernant le collectif et la gestion des communs.

L'économie comme vision politique a-t-elle encore besoin d'un État-citoyen? La réponse se dessine: Non. Un État gestionnaire suffit.

La confiscation de la citoyenneté étant déjà presque aboutie au niveau institutionnel, la volonté de sortir de la légalité toutes actions citoyennes non institutionnelles sont les prémices de la disparition de l'État citoyen; ainsi la disparition de l'État démocratique est actée. Ce constat concerne aussi, je dirai malheureusement, la situation de l'Europe et de bien d'autre pays.

Comment essayer de sortir de ce carcan, de ce système ?

Essayer, tester, rechercher des modèles de fonctionnement citoyen pour les porter à tous les niveaux, et ceci en commençant par nous, selon le principe de « c'est celui qui dit qui fait ».

- Donner une place institutionnelle à l'individu-citoyen : c'est l'intention qui porte le travail qu'effectue la coopérative EELV.
- Mettre en place l'intelligence collective nécessaire à la relation de l'individu avec sa représentation démocratique : c'est l'intention qui porte le travail qu'effectue l'Agora EELV.

Christian Olive Coopérateur EELV Languedoc-Roussillon

(1) « Économie », malgré le fait que l'État régalien soit censé ne pas intervenir dans ce domaine, parce que, entre les textes et les faits, il y a une différence : la monnaie qui est une des fonctions régaliennes par excellence et qui en effet n'est pas l'économie, n'est plus gérée par l'État puisque la masse monétaire est liée à la création de la dette et que l'État est obligé désormais d'emprunter aux banques. Ce sont donc les banques qui maîtrisent de fait la création monétaire, encadrée par des organismes indépendants. L'État organise encore la fiscalité qui est sa « production », tout en cherchant à élargir son influence en faisant des incursions systématiques dans le domaine des prélèvements sociaux, qui ne sont pourtant pas des impôts. Il décide du budget qui définit sa consommation et influence indirectement la nôtre par les aides et subventions. De plus, une grande partie de nos relations extérieures, qui font partie des attributions régaliennes, ne sont qu'une recherche d'équilibres économiques et d'accroissement d'activité.

Le consumérisme des classes moyennes : vols low cost et « luxe de masse » !

« Malgré la faiblesse de la progression du pouvoir d'achat pour la masse de la population et les difficultés matérielles qui pèsent sur la vie quotidienne de nombreux ménages, le désir de consommer, savamment attisé et entretenu par les professionnels du marché, n'a pas perdu de sa force, si bien que, dans toutes les classes de la société, la course à la consommation continue d'être perçue comme la voie d'accès privilégiée au bonheur, d'où un sentiment de frustration chez tous ceux qui doivent compter et se priver ».

Voilà résumée l'analyse de Jean-Claude Daumas, dont l'infolettre de février a rendu compte dans ses grandes lignes⁽²⁾, et qui continuera à nous guider pour l'exploration du thème de la consommation des Français.

Ainsi, alors qu'il devient urgent de diminuer notre empreinte écologique, et malgré « l'effritement de la société salariale », la progression de la consommation de masse ne connaît pas de pause. Quels sont les mécanismes à l'œuvre ? En particulier, quels sont ceux qui sont utilisés pour faire consommer les classes moyennes ?

Avant de répondre à cette question, il est sans doute utile de tenter de fixer les idées, en rappelant que :

- la France a beau être la sixième puissance mondiale (mesurée à l'aune de son PIB nominal), elle n'est que 24 ème dans le classement mondial, selon l'IDH (indice de développement humain).
- Le salaire médian net en France est de moins de 1800 euros par mois et le salaire moyen net autour de 2250 euros. Cela en dit long sur la possibilité d'aller au-delà de la redistribution des revenus entre catégories de français, telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui.

Qui sont les classes moyennes ?

En France, la nomenclature privilégiée pour repérer les couches sociales est celle des « professions et catégories socio-professionnelles » (CSP). Depuis 2003, on en distingue huit.

PCS 2003	Niveau 1 - Liste des catégories socioprofessionnelles
Code	Libellé
1	Agriculteurs exploitants
2	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise
3	Cadres et professions intellectuelles supérieures
4	Professions Intermédiaires
5	Employés
6	Ouvriers
7	Retraités
8	Autres personnes sans activité professionnelle

Source: INSEE.

Les classes moyennes —notons l'emploi du pluriel particulièrement approprié dans ce cas— regroupent les artisans, (petits) commerçants et chefs d'entreprise, les cadres et professions intellectuelles (les artistes, les chercheurs, les enseignants du secondaire et du supérieur) et les professions intermédiaires (instituteurs et professeurs des écoles, assistantes sociales, techniciens, commerciaux). A noter que, désormais, on considère que les employés ont rejoint les classes populaires, aux côtés des ouvriers, et ne font plus partie des classes moyennes, leur niveau et mode de vie les rapprochant justement des ouvriers.

Dans les pays anglo-saxons, nous assistons surtout au déclin de la classe moyenne (à son « évidement » ou creusement). En France, en revanche, les classes moyennes poursuivent pour l'instant l'expansion qu'elles ont connue durant les Trente

glorieuses. Elles regroupent désormais 41% de la population active; si les artisans et commerçants ne forment plus que 5% de cette dernière, les professions intermédiaires en constituent encore la part la plus importante (22%), tandis que les cadres et professions intellectuelles ont vu leur proportion croître fortement pour atteindre 14% (données de 2005). Toutefois, cette hétérogénéité est le reflet de leur transformation en profondeur, signe qu'elles sont aujourd'hui « éclatées ».

Cet éclatement se mesure par les écarts de revenus moyens : 1310 euros par mois en 2009 pour la strate inférieure –moins que les employés et ouvriers, d'où le sentiment de déclassement–, contre 3144 pour la strate supérieure.

Différenciation sociale comme vecteur du consumérisme de masse.

Si l'on se tourne à présent vers la consommation, **logement**, **culture** et **vacances** sont trois postes de dépenses des ménages où cet éclatement est particulièrement visible. Le choix de son lieu de vie et de son **logement** a des répercussions importantes, en raison de la course vers l'habitat pavillonnaire, avec son emprise au sol, contribuant, on le sait, à la croissance effrénée de l'artificialisation des sols. Il en est de même pour les **vacances** en raison de l'emprunt croissant de l'avion comme mode de déplacement, avec ses répercussions sur les émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, si l'on s'intéresse aux efforts des professionnels du marché, auxquels fait référence Dumas dans le passage cité plus haut, efforts déployés pour faire consommer les gens coûte que coûte, la consommation du « **luxe de masse** » joue un rôle non négligeable et elle vise précisément les classes moyennes.

Dans le domaine du logement, le phénomène marquant depuis plusieurs années est la « gentrification » (que Jérôme Fourquet, dans *L'Archipel français*⁽²⁾, traduit par « embourgeoisement ») de certains quartiers des grandes villes, où les classes moyennes ont créé un entre-soi au sein de « villages », sans mixité sociale. Une fois les quartiers populaires réhabilités, les marchands de biens ont vendu ces lieux de vie à des ménages aisés. Cette évolution a conduit au déplacement des classes moyennes intermédiaires vers les couronnes périurbaines, où le pavillon a gardé son rôle symbolique, comme étape dans le parcours résidentiel d'ascension sociale. Mais là encore, s'il arrive que l'on cohabite avec ouvriers et employés, souvent d'origine étrangère, les enfants ne vont pas dans les mêmes écoles, manifestation d'une volonté quasi générale de créer cet entresoi. Les zones périurbaines deviennent ainsi des mosaïques avec « clubisation ».

De leur côté, les cadres supérieurs du secteur privé se sont rapprochés géographiquement des milieux les plus aisés dans les banlieues cotées, les cadres du public cohabitant avec les professions intermédiaires, qui se rapprochent à leur tour des classes populaires.

Dans le domaine de la culture, si les professions intermédiaires

se caractérisent par un « hyperconformisme », les classes supérieures se distinguent moins par leur consommation de culture savante, que par leur éclectisme et leur préférence pour le lointain exotique et le cosmopolitisme culturel. Cela va se traduire par la recherche d'expériences personnalisées lors du départ en vacances, sur lequel nous reviendrons plus loin, afin d'éviter le tourisme de masse. Aspect important, malgré le développement du *low cost*, ce sont surtout les cadres supérieurs qui voyagent en avion, plusieurs fois par an, alors que la moitié des Français ne prennent jamais (heureusement ?) ce mode de transport.

L'industrie du luxe (car c'est bien d'une industrie qu'il s'agit aujourd'hui) a commencé à viser les classes moyennes dès les Trente glorieuses. Mais le luxe est devenu depuis les années 1970 le domaine de prédilection pour inciter les gens à consommer. C'est ainsi que l'on distingue trois mondes différents: le « luxe exceptionnel » pour les très riches; le « luxe intermédiaire » ou « luxe marketing »; et un « luxe accessible » ou « occasionnel ».

Ce dernier constitue un marché très concurrentiel, fondé sur une politique de prix très étudiée, accompagnée d'une communication bien ciblée. En effet, le développement de la clientèle de ce « luxe accessible », soit les classes moyennes, constitue un enjeu déterminant. C'est ainsi que 40% des français achètent au moins un produit de luxe dans l'année (rappelons que les classes moyennes représentent 40% de la population active...).

À noter : le développement du « luxe d'expérience », prenant par exemple la forme de vacances sur une ile privée du Pacifique, avec sa déclinaison visant les classes moyennes.

Si les produits de « luxe exceptionnel » sont toujours fabriqués de manière artisanale et avec grand soin, le « luxe de masse » s'est **industrialisé** et **délocalisé**, d'où des stratégies pour « singulariser » le produit pour faire oublier qu'il a été fabriqué en série.

La prochaine fois que vous verrez des cargos chargés de containers, venus d'Asie et empruntant les grands fleuves d'Europe, vous penserez au pull de marque que vous avez récemment acheté et dont l'étiquette indique qu'il a été fabriqué en Chine.

Dans la lettre du mois de mai, nous nous pencherons sur la consommation des classes populaires.

Cécile Hagnauer Coopératrice EELV Provence-Alpes-Côte d'Azur

Pour réagir aux articles des infolettres, vous pouvez les retrouver notre site web l'adresse sur http://coop.eelv.fr/category/infolettres/

Pour le Comité national d'animation du Réseau coopératif (CNARC)

⁽¹⁾ La Révolution matérielle, Une histoire de la consommation, France XIXe-XXIe siècle, FLAMMARION, 2018, page 447.

⁽²⁾ https://coop.eelv.fr/effritement-du-salariat/

⁽³⁾ L'Archipel français, Naissance d'une nation multiple et divisée, SEUIL, 2019.